

# LE 19 MARS,

## JOURNÉE D'ACTION UNITAIRE INTERPROFESSIONNELLE !

Les nouvelles récentes, en provenance des Antilles, démontrent clairement que la lutte citoyenne, pour combattre les méfaits d'un système à bout de souffle, paie. Résultat, un texte dense, ne comptant pas moins de 165 articles sur le prix de la baguette, l'embauche d'enseignants, le gel des loyers, l'essence moins chère, la diminution du prix de l'eau selon les communes de 3 % à 10 %. Et surtout, en annexe, l'accord « Jacques Bino » qui prévoit une augmentation de 200 euros mensuels pour les bas salaires (1,4 smic).

### **L'humain doit être au centre des préoccupations, pas les affaires !**

L'injustice et le mépris des réponses actuelles aux multiples difficultés rencontrées par les populations (vie chère, salaires en berne, emplois précarisés, chômage, exclusion, recul des services publics de la santé, de l'éducation, de la justice, de la recherche, de l'action sociale, des finances,...) doit trouver sa traduction en matière de mobilisation.

### **Aujourd'hui c'est la lutte qui paie, alors soyons encore plus nombreux pour gagner sur nos revendications.**

Rien dans ses annonces ne vient changer les mécanismes qui ont conduit à cette crise. Nicolas Sarkozy doit changer sa politique sur le fond. Il doit relancer la machine économique en augmentant les salaires et le SMIC.

Après un 29 janvier historique, le 19 mars entamons une lutte déterminée pour que les valeurs sociales et de solidarité s'imposent enfin à ceux qui sont en charge d'orienter les politiques mises en oeuvre.

Tout prête à penser, selon les indications intersyndicales et des mouvements citoyens, que la mobilisation va encore s'amplifier au niveau national.

## **TOUT EST DONC POSSIBLE ! TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION LE 19 MARS 2009**

### **Pour :**

- L'arrêt de la politique de suppressions d'emplois,
- L'ouverture de négociations salariales visant à augmenter significativement la valeur du point d'indice et la réévaluation de la grille indiciaire,
- Le retrait des projets porteurs de reculs pour la population et les fonctionnaires tels que le projet de loi sur la mobilité et la RGPP,
- L'abandon de la mise en place de la « prime de rendement et résultats » contraire à une politique d'amélioration du pouvoir d'achat
- Préserver et améliorer les garanties collectives et les statuts.

### **Dans le cadre de l'appel national historique de toutes les organisations syndicales pour :**

- Donner la priorité au maintien des emplois dans un contexte de crise économique
- Des politiques salariales améliorant le pouvoir d'achat, réduisant les inégalités
- Orienter la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat
- Préserver et améliorer les garanties collectives
- Réglementer la sphère financière internationale

Ces revendications qui portent sur l'emploi, les rémunérations et les Services Publics ont une forte résonance à la DGFIP compte tenu du rôle particulier qui lui incombe dans le contexte de crise actuel.

**C'EST NOTRE FORCE COLLECTIVE QUI NOUS FERA GAGNER !**